

COMMUNIQUE DE PRESSE de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

La casse sociale continue chez ArcelorMittal

Après les suppressions de 130 emplois chez ArcelorMittal Centres de Services et les fermetures des sites de Reims production et Denain, la casse sociale continue. Suite aux annonces au Comité Social et Economique Central du 23 Avril 2025 d'ArcelorMittal France, le groupe prévoit de **supprimer 636 emplois**.

Les sites impactés par cette décision inacceptable sont Dunkerque, Florange, Basse- Indre, Montataire, Mardyck, Mouzon, Desvres. Des restructurations vont aussi avoir des incidences sur les emplois à Fos-sur-Mer et chez Industeel.

La CGT dénonce fermement ces suppressions d'emplois et fermetures injustifiées, rappelant que le groupe ArcelorMittal **reste extrêmement rentable**, avec des profits record réalisés depuis plusieurs années. ArcelorMittal est entré dans une stratégie de remontée de cash depuis la fin de la crise pandémique.

C'est un montant de 11,7 Mds\$ qui a été versé aux actionnaires depuis 2021.

La recherche de profits immédiats a pris le pas sur les investissements, impactant les politiques sociales, les conditions de travail, les capacités de production et l'emploi. L'attractivité de nos métiers s'en ressent également fortement !

Produire de l'acier est fondamental en France et en Europe, pour répondre aux besoins des différentes filières de notre Industrie et des populations. **L'acier est incontournable pour assurer la transition écologique.**

Chaque année, **des centaines de milliards d'euros d'aides publiques** sont injectés dans les entreprises **sans aucune garantie** sur l'emploi, les salaires ou l'impact environnemental. **Aucune obligation de création d'emplois, aucun engagement en matière de transition écologique** : ces fonds sont distribués sans véritable suivi ni conditionnalité.

La CGT appelle le gouvernement à mettre en place une véritable politique industrielle et à prendre des mesures urgentes et nécessaires pour préserver l'emploi et garantir l'avenir de la filière sidérurgie en France. Notre souveraineté et l'avenir de nos emplois sont en jeu, y compris dans la sous-traitance, particulièrement importante sur certains sites.

La CGT porte l'idée d'une nationalisation d'ArcelorMittal, **de l'acier sans Mittal c'est possible** avec des volontés politiques. Le Royaume-Uni avec **La loi d'urgence ouvre la voie à une nationalisation complète de l'acier britannique**.

Montreuil, le 24 avril 2025